

CASAMANCE ENSEMBLE



ÉDITORIAL

Revenir, reconstruire, rétablir : un engagement partagé pour les villages de retour

En Casamance, le retour des populations dans des villages longtemps abandonnés n'est pas seulement un mouvement humain : c'est un acte de reconstruction, de confiance retrouvée et un défi collectif. À Bindialo, Diaboudior Frontière et dans bien d'autres localités, les familles prouvent chaque jour qu'il est possible de revenir chez soi lorsque les conditions essentielles : sécurité, services sociaux de base, activités économiques sont réunis.

Ce numéro de Casamance Ensemble met à l'honneur ces villages de retour, leurs dynamiques, leurs fragilités mais aussi leur remarquable résilience. Car rien ne se fait seul. L'État, à travers le Plan Diomaye pour la Casamance, joue un rôle stratégique dans la stabilisation des territoires et l'accompagnement des familles de retour. Les communes, en première ligne, organisent, planifient et protègent. Le PDEC, pour sa part, intervient en appui, aux côtés de ces acteurs, pour sécuriser les services essentiels, renforcer l'économie locale et créer les conditions d'un retour durable. Dans cette perspective, la signature d'une convention de partenariat entre l'ANRAC et le PDEC ouvre une phase nouvelle d'action concertée.

Ce numéro donne la parole à ces communautés.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

Youssouph Badji

Coordonnateur du Projet de Développement Économique de la Casamance - **PDEC**

Sommaire

• Éditorial

• **À la Une** – ANRAC : une nouvelle gouvernance pour accélérer la paix et le développement en Casamance

• **Temps forts du mois** – Reconstruire la cohésion dans les villages de retour

• **Zoom sur** – 'l'économie renaît par les communautés : l'exemple de Diaboudior Frontière



Contact & contributions

Vous souhaitez voir votre activité valorisée dans Casamance Ensemble ?

contact@pdec.sn • www.pdec.sn •

[Facebook](#) • [LinkedIn](#) • [WhatsApp](#) +221 33 991 32 10

Tutelle : Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des Territoires. **MUCTAT**

Dans les villages de retour :

l'économie renaît par les communautés : l'exemple de Diaboudior Frontière

Recréer une activité économique stable pour ancrer durablement la réinstallation : tel est l'enjeu pour Diaboudior Frontière, village de retour situé dans la commune de Djibidione, à proximité de la frontière gambienne. Après des années de déplacement provoqués par le conflit casamançais, les familles reviennent progressivement, avec le besoin de reconstruire des moyens d'existence pérennes et de rétablir la cohésion sociale.

Dans ce processus de résilience, le GPF DIAMORAL joue un rôle central. Porté par les femmes, le groupement organise la relance des activités agricoles, améliore l'accès aux ressources productives et renforce les solidarités locales, autant de conditions essentielles pour un retour durable et inclusif.

L'appui du PDEC a joué un rôle décisif. Grâce au financement du projet, le groupement a pu acquérir un moulin, une décortiqueuse et une batteuse : des équipements structurants qui allègent considérablement la pénibilité du travail, renforcent la productivité et sécurisent les revenus.

Là où les femmes devaient autrefois parcourir plusieurs kilomètres, parfois jusqu'en Gambie, pour transformer le mil, toutes les opérations se font désormais au village. En seulement trois mois, cette activité a généré 321 800 FCFA de chiffre d'affaires.

Cet impact économique s'accompagne d'un renforcement des capacités : formation à l'entretien des machines, gestion collective, organisation des activités, autant d'acquis qui améliorent la gouvernance locale et favorisent l'autonomisation des femmes.

Au-delà des résultats immédiats, l'intervention du PDEC contribue à stabiliser le territoire, à soutenir la sécurité alimentaire et à recréer un environnement propice au retour des ménages. À Diaboudior Frontière, la relance productive n'est pas seulement une activité économique : elle devient un facteur de cohésion, de dignité et de reconstruction sociale.

Ainsi, le partenariat entre la communauté, la commune et le PDEC illustre une approche intégrée du développement, où l'économie locale, le tissu social et le retour des populations s'enracinent mutuellement pour bâtir une paix durable.



Commune de Boutoupa Camaracounda : Reconstruire la cohésion dans les villages de retour

À Bindialo, village de la commune de Boutoupa Camaracounda, la vie reprend après près de trente ans d'abandon. Depuis 2021, les familles reviennent peu à peu, entraînant dans leur élan d'autres localités naguère désertées : Bindialo Manjack, Niaféne, Santhiaba Manjack, Atoye, ainsi que plusieurs villages frontaliers de Guinée-Bissau, dont Barkapatato et Pontéross.



Au cœur de ce mouvement de retour, l'école est devenue un véritable symbole.

Elle accueille aujourd'hui 81 élèves, dont 36 filles, encadrés par deux enseignants et un volontaire. Pour les parents, voir leurs enfants reprendre le chemin des classes reste l'un des signes les plus forts de normalisation : la preuve tangible que le village peut revivre. Bindialo compte désormais 360 habitants, répartis dans 41 concessions, témoignant d'un tissu communautaire qui se reforme.

Consciente de l'ampleur du défi, la commune de Boutoupa Camaracounda a pu compter sur l'appui déterminant du PDEC. Ensemble avec le maire, les services techniques et les communautés, le projet a soutenu la construction de salles de classe durables, améliorant à la fois l'apprentissage et les conditions de retour des enfants.

Pour le maire Ousmane SANDING, l'impact dépasse largement la dimension infrastructurelle :

« Chaque salle de classe construite rapproche une famille du retour et redonne confiance à tout un territoire. Après plus de 30 ans d'exil, nous devons tout reconstruire. L'appui du PDEC est arrivé comme un souffle, un partenaire rigoureux et inclusif sur lequel nous pouvons compter. »

En travaillant main dans la main avec la commune, le PDEC ne se limite pas à bâtir des infrastructures scolaires : il accompagne une dynamique de cohésion sociale, soutient la résilience des communautés et contribue à créer les conditions d'un retour durable et apaisé. À Bindialo, comme dans toute la commune de Boutoupa Camaracounda, l'éducation s'impose aujourd'hui comme la première pierre d'un territoire qui se relève.

A LA UNE

ANRAC : une nouvelle gouvernance pour accélérer la paix et le développement en Casamance

Nommé Directeur général de l'Agence nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (ANRAC), Iba Sané imprime une nouvelle dynamique, fondée sur des réformes structurantes, un ancrage territorial renforcé et une vision tournée vers l'impact concret et la reconstruction durable des communautés de retour.

Depuis votre prise de fonction, quelles orientations majeures guidez-vous pour renforcer l'action de l'ANRAC en Casamance ?

Iba SANE : Mes priorités portent d'abord sur le renforcement institutionnel de l'ANRAC : élaboration du Plan Stratégique 2026-2030, du Contrat de performance et des outils de suivi pour améliorer la gouvernance et mobiliser des ressources pour la Casamance. Sur le plan opérationnel, nous mettons en place une base de données et une cartographie des acteurs. J'ai également délocalisé le Secrétariat général à Ziguinchor et ouvert des antennes à Sédhiou et Kolda pour rapprocher l'agence des populations.

Comment appréciez-vous la contribution du PDEC au développement de la Casamance ?

I.S. : Mon analyse du PDEC est très positive : le projet répond finement aux besoins réels du territoire, articule bien gouvernance, mobilité et opportunités économiques, et ses résultats visibles sur le terrain démontrent une transformation structurelle qui renforce durablement les capacités et l'autonomie des collectivités locales.

« Notre ambition est claire : rapprocher l'ANRAC du terrain pour transformer durablement la vie des communautés en Casamance. »

**Quels piliers structurent la convention ANRAC-PDEC, et quels mécanismes avez-vous mis en place pour en assurer une gouvernance efficace ?**

I.S. : La convention ANRAC-PDEC s'articule autour d'un partenariat fort : accompagner les communautés de retour, renforcer inclusion et cohésion sociale, et soutenir la communication et l'ingénierie sociale. Sur le terrain, cette synergie améliore concrètement la coordination, accélère les résultats et renforce l'impact des actions au bénéfice des populations.

Quelles sont vos attentes communes pour 2026, et quelle condition jugez-vous déterminante pour la réussite du partenariat ??

I.S. : En 2026, notre partenariat entrera pleinement en phase opérationnelle, avec l'ambition de multiplier les réussites au bénéfice des populations de retour. Nous renforcerons la coordination à travers des réunions trimestrielles présidées par les gouverneurs, pour harmoniser les interventions et maximiser l'impact en Casamance.

